

TD ④ – Les effets de la politique monétaire et de la politique budgétaire sur la conjoncture

DUREE INDICATIVE

2 heures environ

OBJECTIFS

A la fin du TD, je dois-être capable de :

- ✍ **définir** les acquis de première suivants : politique monétaire, banque centrale, politique budgétaire, demande globale, solde public.
- ✍ **définir et maîtriser** le sens des termes conjoncture économique et contracyclique.
- ✍ **distinguer** une politique conjoncturelle d'une politique structurelle.
- ✍ **distinguer** une politique conjoncturelle de rigueur d'une politique conjoncturelle de relance.
- ✍ **expliquer** les mécanismes sous-tendant la politique monétaire de la Banque centrale (moyens conventionnels et non conventionnels).
- ✍ **expliquer** le mécanisme des stabilisateurs automatiques.
- ✍ **distinguer** le mécanisme des stabilisateurs automatiques de la conduite d'une politique budgétaire discrétionnaire.
- ✍ **expliquer** l'effet d'éviction en tant que limite de la politique budgétaire discrétionnaire.

EXERCICE N° ① – Les modalités de la politique monétaire

La politique monétaire est un des principaux instruments de la politique économique. Elle est placée sous la responsabilité des banques centrales (comme la Banque centrale européenne).

Définition et objectifs de la politique monétaire

Le rôle de la politique monétaire est de veiller à la stabilité monétaire et financière. Ce qui consiste à fournir les liquidités nécessaires à la croissance de l'économie tout en garantissant la stabilité de la monnaie. L'augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie ne doit être ni trop faible (le risque est de limiter l'activité économique, si les moyens de paiement en circulation sont insuffisants), ni trop rapide par rapport à la croissance de la production (le risque est de provoquer une hausse des prix, inflation, si le pouvoir d'achat à la disposition des agents est supérieur à l'offre de biens et services disponibles). Au sein de la zone euro, l'objectif principal assigné à la politique monétaire est la stabilité des prix qui correspond à une cible d'inflation à moyen terme de 2%. L'Eurosystème, qui est constitué de la Banque centrale européenne (BCE) et des banques centrales des 19 pays membres de la zone euro (dont la France) est chargé de piloter la politique monétaire de la zone euro.

Principaux instruments de la politique monétaire

Afin de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable de façon durable, les banques centrales disposent de plusieurs instruments. Le principal instrument de la politique monétaire est le pilotage des taux d'intérêt directeurs et des taux d'intérêt du marché monétaire (marché interbancaire). Rappelons que le taux d'intérêt représente le "loyer" (le prix) de [la monnaie] prêté[e]. Il est payé par l'emprunteur.

- Les taux directeurs correspondent aux taux d'intérêt que la banque centrale applique aux banques commerciales auxquelles elle accorde des prêts (cette opération correspond au refinancement des banques par la banque centrale). La banque centrale a ainsi la possibilité de faire varier le coût de la monnaie en fonction de la conjoncture économique. Les taux directeurs déterminent le niveau des autres taux bancaires, notamment ceux auxquels les banques commerciales accordent des crédits aux agents économiques (ménages, entreprises, etc.). On parle de "taux directeurs" car ils influent indirectement sur tous les autres taux d'intérêt. La demande de crédit va ainsi augmenter ou ralentir en fonction des taux directeurs. La banque centrale peut déterminer grâce à cet instrument le niveau de la création monétaire, c'est-à-dire la monnaie en circulation dans l'économie, créée via les crédits accordés par les banques commerciales.

- Le marché interbancaire permet aux banques de se prêter chaque jour des liquidités à court terme. Sur ce marché, le niveau des taux est déterminé par le jeu de l'offre et de la demande de monnaie. Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire son action permet d'orienter les taux. A travers le circuit du financement de l'économie, la politique monétaire exerce une action sur l'évolution des prix et de l'activité économique (en influençant les décisions de consommation ou d'investissement). [...]

La crise financière de 2008 a conduit les banques centrales à mettre en œuvre de nouvelles mesures dites "non conventionnelles" (afin de les différencier des mesures de la politique monétaire conventionnelle évoquées précédemment). L'objectif était d'adopter des moyens inédits pour améliorer le financement de l'économie, de lutter contre le risque de déflation (baisse des prix) et le ralentissement de la croissance. Ces mesures sont de différentes natures en fonction de l'objectif poursuivi et du mode de financement de l'économie (via les marchés financiers ou par l'intermédiaire du système bancaire).

On peut citer notamment : [...]

- l'adoption d'une politique de taux directeurs très accommodante afin d'encourager la demande de liquidités par les banques commerciales avec l'octroi notamment de prêts à plus long terme ;
- le lancement de programmes "d'assouplissement quantitatif" qui consiste dans le cas de la BCE à intervenir directement sur le marché secondaire (distinct du marché primaire où sont émis la première fois les titres et sur lequel la BCE ne peut pas intervenir) en achetant massivement des titres financiers aux banques (comme le rachat d'obligations émises par les États de la zone euro) afin de leur fournir davantage de liquidités et faire baisser les taux d'intérêt dans le but de stimuler le crédit. Une autre conséquence indirecte possible de la baisse des taux d'intérêt est un effet sur le taux de change à travers une baisse de la valeur de la monnaie qui peut favoriser les exportations.

Fiche thématique « Qu'est-ce qu'une politique monétaire ? », Vie Publique, Publié le 12 septembre 2019.

✍ A partir du document et de vos connaissances issues du programme de Première, vous répondrez aux questions ci-dessous.

- ❶ Par quel moyen conventionnel les banques centrales peuvent-elles stimuler le recours au crédit ? Proposez un schéma d'implication pour étayer votre réponse.
- ❷ Par quel moyen non conventionnel les banques centrales peuvent-elles simuler le recours au crédit ? Proposez un schéma d'implication pour étayer votre réponse.
- ❸ Récapitulez dans le tableau ci-dessous les objectifs, les instruments et à partir de vos connaissances issues du programme de première, complétez la dernière ligne sur les effets pervers possibles des deux types de politique monétaire.

	Politique monétaire de relance	Politique monétaire de rigueur
Objectifs		
Instrument principal (outil conventionnel)		
Effet pervers possibles		

EXERCICE N° 2 – Distinguer une politique monétaire expansive d’une politique monétaire restrictive

❶ Complétez le schéma n°1 avec les termes suivants : hausse de l’emploi ; hausse du volume de crédit ; risque d’inflation ; hausse de la demande globale ; baisse des taux d’intérêt directeurs ; hausse de la consommation ; hausse de la production ; hausse de l’investissement ; baisse des taux d’intérêt par les banques de second rang (BSR).

❷ Complétez le schéma n°2 avec les termes suivants : risque de hausse du chômage ; baisse du volume du crédit ; désinflation ; ralentissement (voire baisse) de la demande globale ; hausse des taux d’intérêt directeurs ; ralentissement (voire baisse) de la consommation ; ralentissement (voire baisse) de la production ; ralentissement (voire baisse) de l’investissement ; hausse des d’intérêt par les banques de second rang (BSR).

Schéma n°(1) – La politique monétaire expansive (ou de relance)

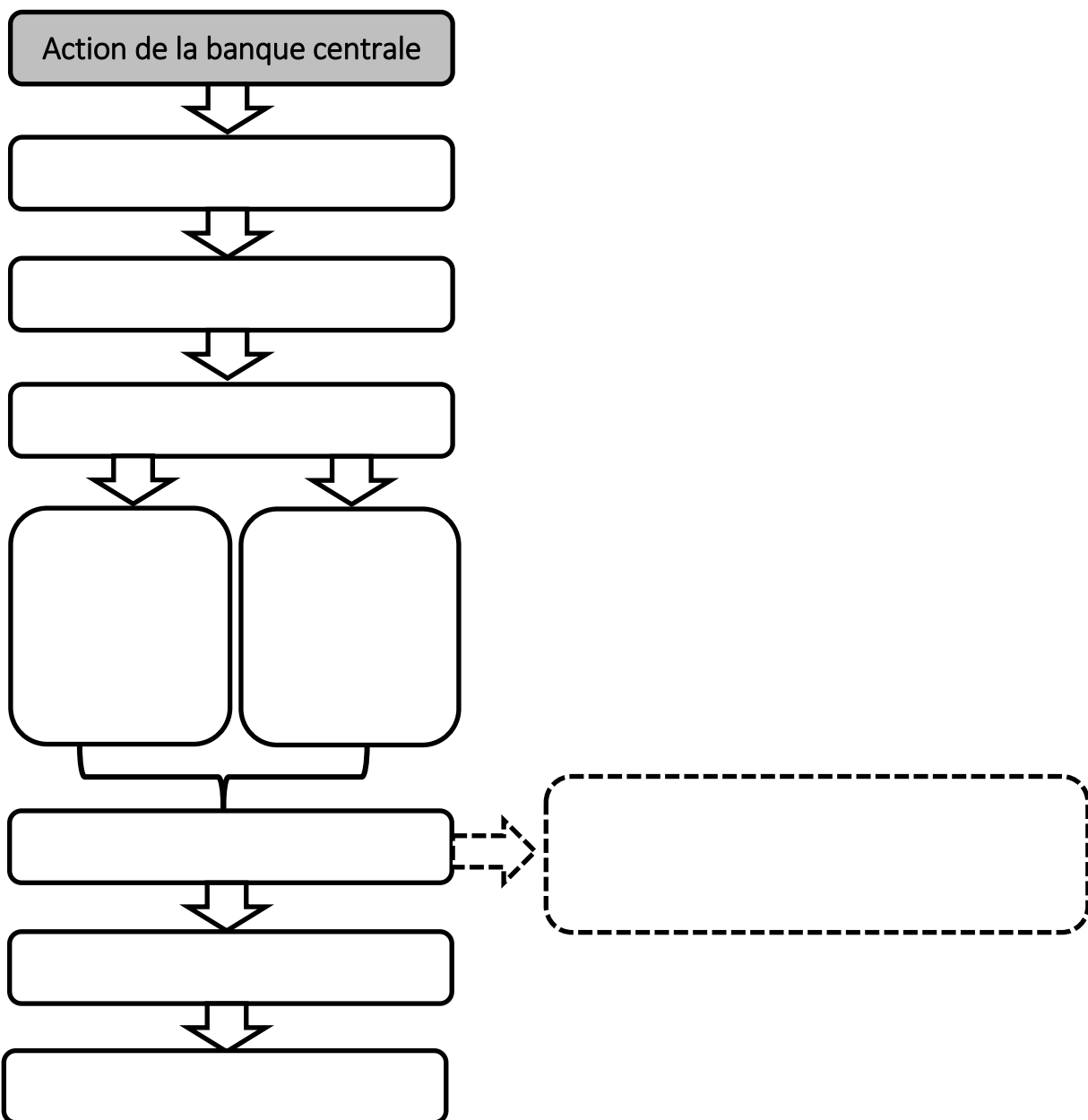
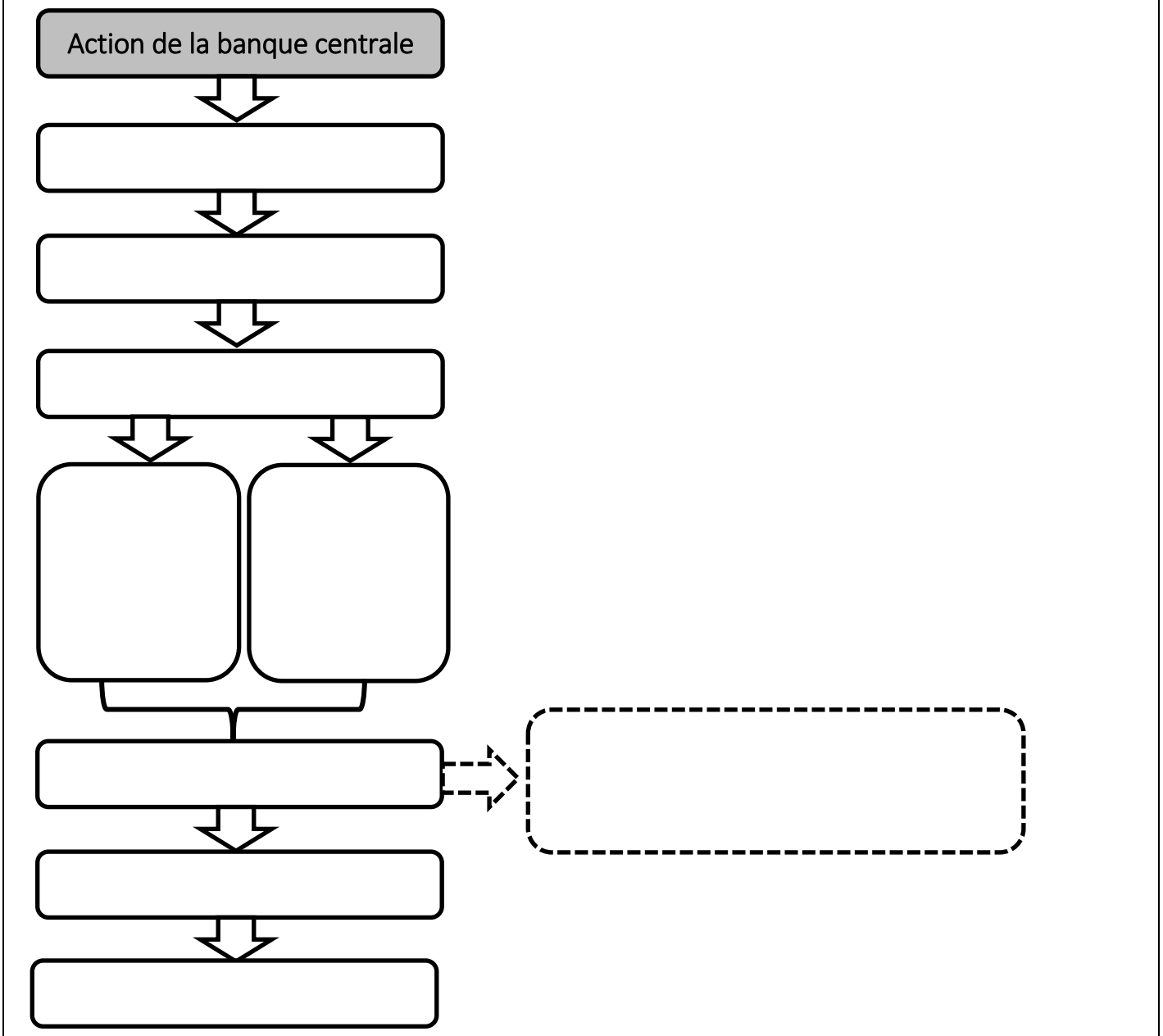


Schéma n°(2) – La politique monétaire restrictive (ou de rigueur)



✍ EXERCICE N° 3 – Les modalités de la politique budgétaire

La politique budgétaire est un des principaux instruments de la politique économique. Elle consiste à utiliser le budget de l'Etat pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'Etat et qui visent à atteindre certains objectifs de politique conjoncturelle.

Avant les années 1930, la fonction principale du budget de l'Etat était d'assurer le financement des administrations (des services publics). On ne lui attribuait pas de rôle économique. La gravité de la crise de 1929 va conduire les pouvoirs publics à considérer le budget de l'Etat comme un levier de la politique économique. Les travaux de l'économiste britannique J. M. KEYNES montrant que l'utilisation du budget pouvait avoir une influence sur la demande des agents économiques (consommation, investissement) et, par conséquent sur le niveau de l'activité, vont donner un fondement théorique à cette nouvelle approche.

La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de politique de rigueur budgétaire.

Effets positifs de la politique budgétaire

L'atténuation des variations de la conjoncture grâce aux recettes et aux dépenses publiques peut s'exercer de deux façons mécanique ou volontaire.

En cas de ralentissement de l'activité économique, les dépenses publiques (indemnités chômage, certaines prestations sociales, etc.) tendent à augmenter spontanément, alors que les recettes perçues par l'Etat diminuent. Cette situation entraîne une dégradation du solde budgétaire. Mais ce transfert de revenus de l'Etat qui s'opère au profit des ménages et des entreprises permet de compenser mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique comme la baisse des dépenses des agents économiques. Ces derniers perçoivent en effet des revenus supplémentaires dont une partie viendra alimenter la consommation et l'investissement et stimulera la création d'emplois. Les recettes et les dépenses jouent ainsi le rôle de stabilisateurs automatiques du cycle économique.

Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, les pouvoirs publics peuvent décider d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, d'impôts ou de transferts sociaux afin d'influer volontairement sur la conjoncture. Les pouvoirs publics prévoient un montant de dépenses publiques supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'Etat peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc. ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement.

Limites de la politique budgétaire

Dans un contexte d'ouverture croissante des économies, une politique de relance budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères au détriment des entreprises nationales. Le soutien de la demande se traduit alors par une augmentation des biens et services importés et un déséquilibre de la balance commerciale. Le mode de financement du déficit budgétaire peut également poser problème. Si le déficit budgétaire est financé par un recours à la création monétaire, il peut provoquer de l'inflation. Si le déficit budgétaire est financé grâce à des emprunts auprès des agents économiques, il risque de créer un effet d'éviction, c'est-à-dire conduire à un déplacement trop important des ressources d'épargne disponibles vers l'Etat au détriment des autres agents économiques.

Une autre limite de la politique budgétaire qui est liée au financement du déficit budgétaire concerne l'augmentation de la dette publique. Une dette importante implique en effet le versement d'intérêts considérables. Cette dépense due à la charge des intérêts aggrave le déficit, ce qui conduit à un nouvel endettement public et peut entraîner une hausse des taux d'intérêt. C'est ce que l'on appelle le cercle vicieux de la dette. A partir des années 1990, l'aggravation des déséquilibres budgétaires a conduit, de nombreux pays à adopter des règles contraignantes pour la politique budgétaire. Ces règles budgétaires strictes visent à atteindre un équilibre à long terme des dépenses et des recettes du budget de l'Etat. De même au sein de l'Union européenne, l'utilisation de la politique budgétaire est contrainte par la fixation d'un niveau maximal autorisé de déficit des administrations publiques (3% du produit intérieur brut).

Fiche thématique « Qu'est-ce qu'une politique monétaire ? », Vie Publique, Publié le 12 septembre 2019.

✍ A partir du document et de vos connaissances issues du programme de Première, vous répondrez aux questions ci-dessous.

- ❶ Quels sont les deux outils de la politique budgétaire ?
- ❷ Complétez le tableau ci-dessous avec les termes suivants : *Baisser les impôts ; ralentissement ; excédent public ; augmenter les dépenses publiques ; accélération ; augmenter les impôts ; déficit public ; baisser les dépenses publiques.*

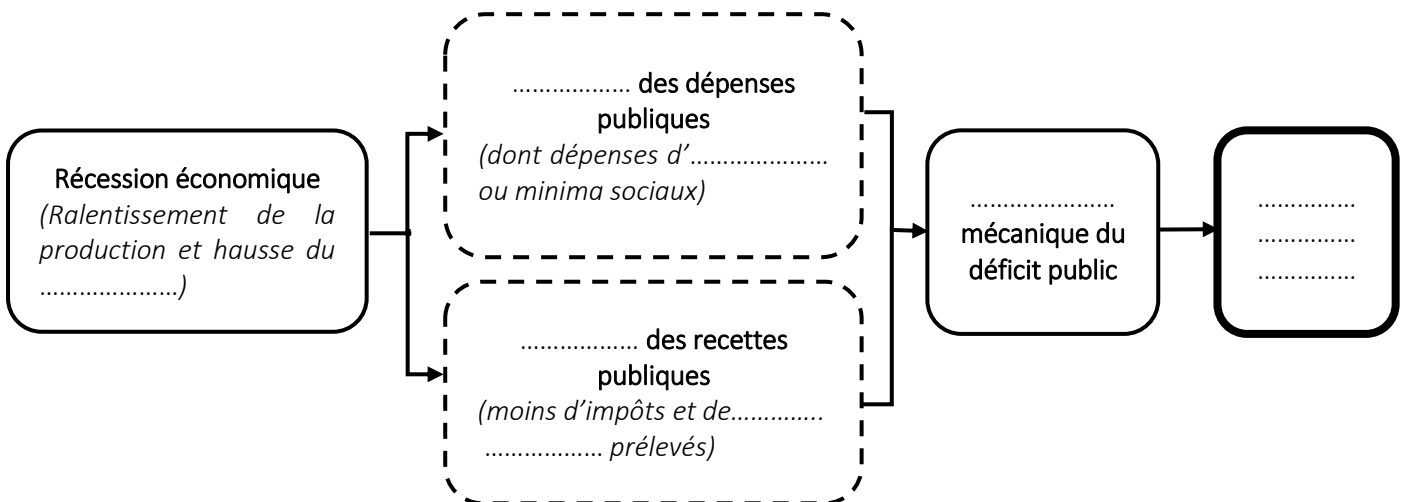
	Politique discrétionnaire de relance	Politique discrétionnaire de rigueur
<i>Dépenses publiques</i>		
<i>Recettes fiscales</i>		
<i>Solde public</i>		
<i>Effet sur l'activité économique</i>		

❸ Présentez sous la forme d'un schéma d'implication comment une variation à la hausse des dépenses publiques favorise la croissance économique.

❹ Rappelez ce qu'est l'effet d'éviction.

 EXERCICE N° 4 – Les stabilisateurs automatiques

✍ Complétez le schéma ci-dessous récapitulant les effets des stabilisateurs automatiques en cas de récession économique.



EXERCICE N° 5 – Distinguer une politique budgétaire discrétionnaire expansive d’une politique budgétaire discrétionnaire restrictive

❶ Complétez le schéma n°1 avec les termes suivants : hausse de la demande globale ; baisse des prélèvements obligatoires (PO) ; hausse de l’investissement ; augmentation du déficit public ; hausse de la consommation ; hausse de la production ; dégradation du solde public ; hausse de l’emploi ; hausse des dépenses publiques.

❷ Complétez le schéma n°2 avec les termes suivants : : ralentissement (voire baisse) de la demande globale ; hausse des prélèvements obligatoires (PO) ; ralentissement (voire baisse) de l’investissement ; amélioration du solde public ; ralentissement (voire baisse) de la consommation ; baisse du déficit public (voire excédent public) ; ralentissement (voire baisse) de la production ; risque de hausse du chômage ; baisse des dépenses publiques.

Schéma n° ❶ – La politique budgétaire discrétionnaire expansive (ou de relance)

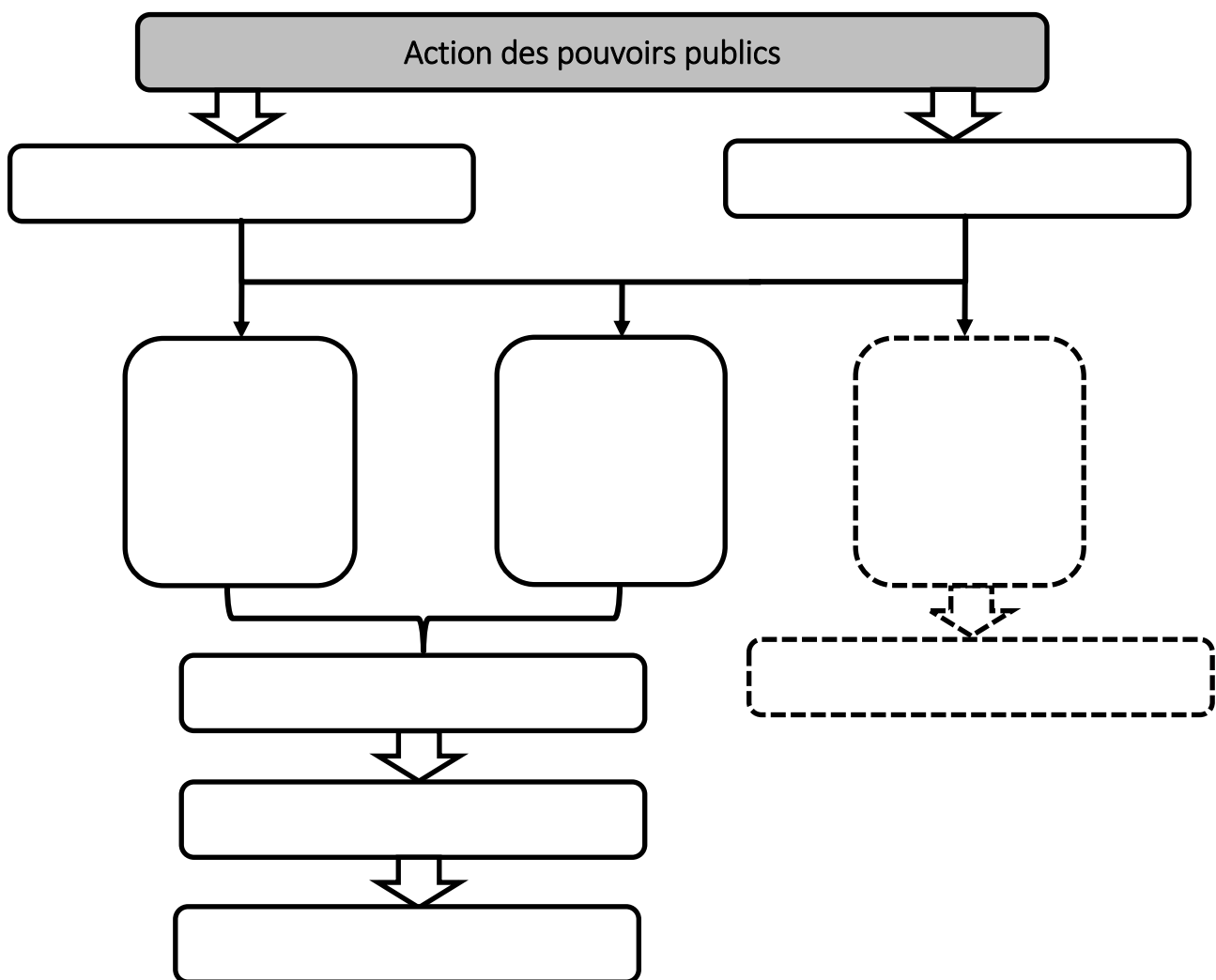


Schéma n° ② – La politique budgétaire discrétionnaire restrictive (ou de rigueur)

